

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2024\_143

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande, en date du 07 mai 2024, par laquelle l'entreprise EG SOL DAUPHINE SAVOIE, 6 rue des Remparts, 38610 GIERES, représentée par Madame Annick TONNELIEU, sollicite l'autorisation de réaliser des travaux sondages au pénétromètre dynamique et pelle mécanique Place Jean Sorrel,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code de la route,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

**CONSIDERANT** que pour permettre la réalisation des travaux place Jean Sorrel, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation et le stationnement sont temporairement réglementés Place Jean Sorrel et Rue des Remparts, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation est applicable le 22 mai 2024.

**Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement :** Selon les besoins du chantier, la circulation et le stationnement sont réglementés comme suit :

- La rue des Remparts est fermée à la circulation, sauf pour les véhicules des riverains et des secours.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits dans l'emprise du chantier.
- L'accès des secours est maintenu pendant la durée du chantier.

**Article 3 - Sécurité et signalisation :** La signalisation au droit et aux abords du chantier est mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle est conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente est adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 4 - Publication, affichage et diffusion :** Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 5 - Recours :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 10 mai 2024,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

